

Opinions

La France n'a pas tiré les leçons de la tragédie rwandaise

Jean-François Bayart

Le Temps.ch, 11 mai 2021

Malgré les recherches historiques sur la responsabilité de Paris dans le génocide des Tutsis au Rwanda, des pans entiers de la politique étrangère de la France continuent d'échapper au débat, estime Jean-François Bayart*, professeur à l'IHEID, à Genève.



Un soldat français face à des réfugiés rwandais fuyant au Zaïre, le 15 août 1994. — ©keystone-sda.ch

La publication simultanée de deux rapports sur la responsabilité de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda, en 1994, a relancé le débat sur l'une des plus grandes tragédies politiques du XX^e siècle. L'un a été

commandité par Emmanuel Macron, et confié à un collectif d'historiens non spécialistes de l'Afrique. L'autre a été réalisé à la demande du gouvernement rwandais par un cabinet américain.

Chacun de ces deux documents comporte ses limitations qu'expliquent la composition et la méthodologie des équipes qui les ont rédigés. Leur lecture est néanmoins précieuse. Elle permet de démonter la mécanique infernale qui a conduit la France à se compromettre avec le régime assassin du Hutu Power.

D'une part, cette politique a été décidée de manière discrétionnaire par le président Mitterrand et son état-major particulier, notwithstanding les mises en garde de responsables militaires chargés du dossier, de deux ministres de la Défense successifs, des services secrets et du Centre d'analyse et de prévision du Ministère des affaires étrangères.

D'autre part, elle a reposé sur une représentation ethnique de la société rwandaise au détriment de son analyse politique. Puisque la majorité de la population était « hutue », il était « démocratique » d'appuyer le ré-

gime supposé l'incarner et la protéger de la revanche de la minorité « tutsie ». A cela près qu'une bonne part des élites hutues, notamment du sud du pays, s'opposait à la clique présidentielle originaire du nord, que le Front patriotique rwandais comprenait des Hutus, et qu'il revendiquait le partage du pouvoir, non son monopole.

Les premiers massacres de Tutsis, en 1990-1994, ont été un avatar des stratégies de la tension que d'autres pouvoirs africains mettaient en œuvre à la même époque pour endiguer la revendication démocratique. Le génocide a été le prix de cette tentative de restauration autoritaire que la défaite militaire, malgré le soutien français, a fait échouer.

A l'abri du débat

La France a-t-elle tiré les conséquences de son égarement au Rwanda ? Non. Des pans entiers de sa politique étrangère continuent d'être gérés, à l'abri de tout débat public ou parlementaire, par des poignées d'acteurs compétents pour la plupart d'entre eux, mais selon des présupposés idéologiques dangereux dès lors qu'ils ne sont pas soumis à examen critique.

L'engagement militaire de la France au Sahel ne répond pas à la crise agraire que traverse la région, et dont le djihadisme n'est que le symptôme. L'armée française ne pourra pas contrôler une zone de conflit que les combattants dilatent de manière inexorable en lui imposant un coût financier et humain intenable dans la durée. Sur le terrain, les bavures se multiplient. Comme en Afghanistan,

les soldats, étrangers ou nationaux, font plus de victimes civiles que les insurgés.

Le piège tchadien

Que l'armée tchadienne ait été confondue dans une sordide affaire de viols collectifs au Niger, où elle guerroyait aux côtés de l'armée française, n'a pas dissuadé Emmanuel Macron d'endosser le coup d'État qui a suivi la mort du président Déby, sous le prétexte que N'Djamena est une pièce irremplaçable de la lutte contre les « terroristes ». La fusillade des manifestants réclamant le respect de la Constitution a aussitôt illustré le piège politique dans lequel s'est jetée la France. Mais son armée a la mainmise sur ses relations avec le Tchad depuis la conquête coloniale. Président, rompez !

La politique moyen-orientale de la France n'échappe pas à ce genre de captation. Depuis vingt ans, un groupe de hauts fonctionnaires, surnommés la « secte » dans les couloirs du Quai d'Orsay, a dicté aux présidents de la République successifs une ligne ultra à l'encontre de l'Iran en jetant l'opprobre sur les universitaires ou les diplomates qui prônaient une approche plus raisonnée. L'enjeu n'est pas mince au vu des accords de défense « très engageants » qui lient la France aux Emirats arabes unis. Si une guerre se déclare entre ces derniers et l'Iran, Paris se trouvera entraîné dans un nouveau conflit sans jamais avoir été en mesure de le voir venir faute d'informations et de débats contradictoires.

Enfin continue de prévaloir une vision culturaliste du monde. L'historien-

archéologue du Rwanda Bernard Lugan, grand tenant de l'interprétation ethniciste de l'Afrique, cité comme expert par la défense des génocidaires devant le Tribunal pénal international, a enseigné à l'Ecole de guerre jusqu'à une date récente et garde l'oreille des militaires. Quant à la classe politique, elle se montre savante à bon compte en glosant sur l'« arc chiite » ou l'« islam radical », notions

vides de sens.

Sur la scène internationale comme dans sa vie politique, la France est malade de la V^e République. Il est improbable que la nouvelle élection présidentielle débouche sur de meilleures conditions de l'exercice du pouvoir, faute de s'abstraire du genre éculé du combat de coqs.

*Professeur à l'IHEID